

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 09/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



Ferroglobe Manganèse France SAS

Route de l'Ecluse de Mardyck
Port 3242 - BP 60181
59760 Grande-Synthe

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\FERROGLOBE MANGANESE FRANCE(ex Glencore manganese)_Grande_Synthe_070.00720\2_Inspections\2022 08 02 Récolement APMD legio\Ferroglobe Manganese France_grande-synthe_RAPV1_0007000720.odt
Code AIOT : 0007000720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2022 dans l'établissement Ferroglobe Manganèse France SAS implanté 3242 Route de l'Ecluse de Mardyck Port 3242 - BP 60181 59792 GRANDE SYNTHÉ. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du récolement de la mise en demeure du 03 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferroglobe Manganèse France SAS
- 3242 Route de l'Ecluse de Mardyck Port 3242 - BP 60181 59792 GRANDE SYNTHÉ
- Code AIOT : 0007000720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Ferroglobe Manganèse France exploite sur le territoire de la commune de GRANDE-SYNTHÉ, une usine de fabrication de ferromanganèse depuis 2000.

L'usine est implantée sur un territoire d'environ 12 ha, situé entre le bassin de Mardyck à l'Ouest et le site sidérurgique ARCELOR à l'Est.

Les matières premières (principalement manganèse, charbon, coke, minerai de fer et dolomie) sont

acheminées par bateaux, puis camions avant d'être stockées sur le site Ferroglobe Manganèse France au niveau du « parc matières ».

L'unité de sintérisation permet de préparer la charge du four à partir des matières premières. Le manganèse, le minerai de fer et la dolomie sont agglomérés par combustion du charbon pour former des « boulettes » qui seront introduites dans le four électrique.

L'installation dispose d'une ligne Très Haute Tension de 200 000 volts.

Le four électrique de 45 MW, alimenté en boulettes d'agglomérés et en coke, permet d'obtenir du ferromanganèse par réduction de la charge (capacités nominales : 400 t/j de FeMn et 340 t/j de laitier). Les gaz issus du four transitent dans un dispositif de lavage des gaz puis sont brûlés au niveau d'une torchère étant donné leur concentration élevée en monoxyde de carbone.

Après réduction, le contenu du four est coulé dans des rigoles au niveau de la halle de versée. Le métal (ferromanganèse) est séparé du laitier (gangue de minerai) par gravité.

Le ferromanganèse produit est concassé et criblé avant d'être commercialisé (principale destination : la sidérurgie, pour la fabrication d'acier).

Le site utilise des tours aéroréfrigérante pour évacuer la chaleur de l'eau servant à refroidir les gaz du four, les parois du four et le crassier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du risque de prolifération des légionelles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) |
|----|--|---|--|
| 1 | Surveillance de l'installation. | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | APMD du 03/03/2022 |
| 2 | Dispositions générales relatives à l'entretien préventif | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1. | APMD du 03/03/2022 |
| 3 | Traitement préventif | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b) | APMD du 03/03/2022 |
| 4 | Nettoyage préventif de l'installation | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c) | APMD du 03/03/2022 |
| 5 | APMD | AP de Mise en Demeure du 03/03/2022, article 1 | / |
| 6 | Etat de surface | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2 | / |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité avec les prescriptions de l'APMD du 03 mars 2022.

L'exploitant doit porter une vigilance accrue à la surveillance de ses tours en raison de leur état vieillissant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la légionellose |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">— les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;— les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;— les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">— les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;— la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;— les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. |
| Constat 2021 : <p>La consigne désigne les responsables : le responsable QHSE et le responsable technique. L'exploitant envisage de compléter ce document par un organigramme qui viendra indiquer le nom des différents responsables. Vue la liste des agents formés sur la thématique légionellose. L'ensemble du personnel est sensibilisé au risque légionelle dans le cadre de l'accueil sécurité.</p> <p>Les agents susceptibles d'intervenir dans ou à proximité des TAR. L'ensemble du personnel a été formé – la périodicité de 5 ans n'est pas respectée pour tous les agents (plusieurs agents auraient dû être formés en 2020 ou en 2021.) les personnes concernées seront formées en 2022. Vue l'attestation de formation en date du 11/06/2021 pour M. Carbonne (formation initiale des opérateurs niveau 1 – formation initiale des personnels de maintenance niveau 2 – formation initiale des surveillants d'exploitation niveau 3) établie par Bureau Véritas. La formation a eu lieu les 08 et 10 juin 2021. Pour les intervenants extérieurs : il y a une demande systématique des attestations de formation dans le cadre de l'élaboration du PDP. L'exploitant conserve une copie des attestations de formation. Vu par sondage les attestations des prestataires ayant effectué le nettoyage le 18/10/2021. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès à l'installation : le site est clôturé et situé à l'intérieur de la zone ISPS du GPMD.</p> |

Constat 2022 :

Le plan de formation présenté à l'inspection est à jour. Les personnes référentes ainsi que les personnes impliquées dans l'exploitation des tours, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles. Les formations, selon le niveau d'implication du personnel, sont dispensées par Véritas, Suez ou en interne.

Type de suites proposées : abrogation de l'APMD

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.

Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la légionellose

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis :
- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constat 2021

Vu l'AMR du site (document référencé ENV 008 rév 2). La dernière révision date du 03 février 2020. L'AMR n'a pas été mise à jour depuis plus de 18 mois.

Lors de la révision de l'AMR, il conviendra de faire mieux apparaître les différents éléments qui doivent être analysés de façon explicite :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Constats 2022 :

L'AMR a été révisée en juin (10 juin 2022)

Les actions qui en découlent sont en cours de réalisation, certaines actions sont déjà réalisées.

Cependant, l'analyse des risques reste succincte, elle est basée sur le plan d'action de la précédente analyse et sur le recensement des défaillances. Elle n'est pas révélatrice de l'ensemble des risques potentiels pouvant amener à la prolifération de la légionelle.

De plus, le plan d'action modifie le fonctionnement de l'installation, L'AMR ne correspond plus au fonctionnement en place (changement d'eau d'appoint notamment)

La prochaine révision devra être plus poussée et plus exhaustive.

Sont présents dans l'AMR : la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;

- les points critiques liés à la conception de l'installation.

Type de suites proposées : abrogation de l'APMD

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)

Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la légionellose

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Constat 2021

Vue la fiche de stratégie de traitement annexée à la consigne
Deux produits sont mentionnés :
SPECTRUS NX1164 – utilisé en cas de choc ou de dépassement.
GENOX (générateur de dioxyde de chlore gazeux) – utilisé en continu.

En réalité, il n'y a qu'un produit.

Le GENOX n'est pas un produit en tant que tel c'est un hydrolyseur de saumure.

L'acide chlorhydrique est utilisé de façon hebdomadaire pour limiter le tartre.

Cette stratégie de traitement avec le GENOX est en place depuis longtemps.

Perte d'efficacité de traitement depuis mars 2021 (baisse de la production de dioxyde de chlore)
→ décision de remplacer le GENOX → le temps de ce remplacement injection périodique de deux bidons de SPECTRUS.

L'inspection n'a pas été prévenue de ce changement de stratégie de traitement.

Il n'y a pas eu d'analyse hebdomadaire pendant 2 mois .

Livraison du nouveau GENOX prévue semaine 3 2022.

La quantité de spectrus disponible sur site est de 69kg, ce qui est inférieur à la quantité nécessaire pour réaliser un choc (75kg)

Constats 2022 :

Par courrier du 06 avril 2022, l'exploitant indique à l'inspection qu'il revient à la stratégie de traitement précédente.

En effet, le changement opéré provenait d'une avarie de l'électrolyseur.

L'exploitant a procédé à une analyse hebdomadaire en Legionella pendant 2 mois à partir du 6/04.

Les rapports n'ont pas révélé de prolifération de la légionelle.

Il est constaté la présence de produit de traitement choc curatif en quantité suffisante.

Type de suites proposées : abrogation de l'APMD

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)

Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la légionellose

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.

Constats 2021 :

Vu le compte rendu de réalisation du dernier nettoyage fait par NTR en octobre 2021, des protections (bâches au niveau des garde-corps) ont été mises en place.

Le rapport de nettoyage décrit en détail la procédure utilisée (utilisation d'un jet sous pression).

L'AMR (ou une procédure spécifique pour le nettoyage) doit être complétée pour prévoir les dispositions spécifiques liées à l'utilisation d'eau sous pression.

Constat 2022

La procédure de nettoyage, a été révisée le 30 juin 2022 et portée à la connaissance de l'inspecteur. elle indique les précautions spécifiques liées à l'utilisation de jet d'eau sous pression (bâchage, EPIs adaptés : casque, gants, lunettes de protection, appareil de protection respiratoire de classe minimale FFP3, combinaison, ...)

Type de suites proposées : abrogation de l'APMD

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/03/2022, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Risque de prolifération des légionelles

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE exploitant une installation de production de ferro-manganèse sise 3242 route de l'Écluse de Mardyck – 59760 GRANDE-SYNTHE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 23 ; 26.I.1 ; 26.I.2b et 26.I.2c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé :

- en respectant la périodicité de 5 ans pour la formation des agents aux risques liés aux légionelles
- en mettant à jour l'analyse des risques méthodiques (AMR) et s'assurant que l'AMR fasse apparaître de façon explicite les différents éléments listés à l'article 26.I.2b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

En informant l'inspection des modifications apportées à la stratégie de traitement et en réalisant des mesures hebdomadaires pendant deux mois ;

- en s'assurant que la quantité minimale de produit de traitement présente en stock permette toujours de réaliser a minima un choc pour la désinfection de l'installation;
- en complétant l'AMR (ou une procédure spécifique de nettoyage) pour prévoir les dispositions spécifiques liées à l'utilisation d'eau sous pression ;

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Les non conformités visées dans la présente mise en demeure sont vérifiées aux points précédant.

L'exploitant s'est mis en conformité avec les prescriptions édictées.

Cependant, l'AMR, devra faire l'objet d'un exercice plus poussé en ne se contentant pas de revoir les défaillances ou anomalies antérieures mais en examinant de la manière la plus exhaustive possible, les sources de risques de prolifération de la légionelle.

Pour cela, l'exploitant peut s'appuyer sur le guide ministériel.

Type de suites proposées :

Proposition de suites : abrogation de l'APMD

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, état de l'installation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, il est observé une fuite de gouttelettes sur la première tour, au niveau des dévésiculeurs, provoquant un panache anormal.</p> <p>Par mail et photographies du 04 aout 2022, l'exploitant indique qu'il s'agissait d'un mauvais positionnement d'un des dévésiculeurs de la tour. L'exploitant indique que le dévésiculeur est remis en place et que l'anomalie a cessé.</p> <p>Il est également observé un mauvais état de surface au niveau des dévésiculeurs et au niveau des rigoles (embouage, corrosion). Les tours sont vieillissantes (1992) le process à refroidir et l'environnement ne sont pas propices à leur bonne conservation (air salin, refroidissement et épuration des gaz du four, refroidissement du crassier par aspersion).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter les mesures prises, ou à prendre, afin de garantir le bon état de surface, la gestion de la prolifération et la performance des dévésiculeurs.</p> <p>L'exploitant répond notamment dans son mail du 04 aout 2022 : "Pour faire suite à votre visite du mardi 2 aout 2022, nous vous confirmons qu'un plan d'action a été établi afin de répondre aux constatations sur les TAR. - La surveillance est renforcée avec un prélèvement hebdomadaire pour test PCR doublé d'une mesure AFNOR. Prélèvements et analyses seront exécutés par notre traiteur d'eau SUEZ. - Un nettoyage/désinfection supplémentaire des tours A et C</p> <p>Le mercredi 3 aout 2022, nous avons procédé à plusieurs contrôles de l'installation. Les constatations faites ne remettent pas en cause le plan d'action prévu mais permettent de mieux le définir. Tour A : Après fermeture des vannes d'alimentation en eau des canaux et assèchement de ceux-ci, nous constatons que : - L'état d'embouage est moindre que celui présagé. - L'état de corrosion des canaux est très faible. Pour information, les canaux de la tour A ont été remplacés au 4ème trimestre 2020. En PJ commande « 4500036251 NTR » Un mauvais positionnement de l'un des dévésiculeurs est à l'origine de la fuite de gouttelettes constatée la veille. Nous l'avons remis en place correctement et constaté immédiatement la suppression du panache. Un nettoyage et une désinfection seront réalisés dans les meilleurs délais par notre prestataire en charge de cette mission (Société NTR – Contrat annuel 2022 4500035991)</p> |

Tour B :

Actuellement à l'arrêt, elle le resta jusqu'à sa remise en état. Le plan d'action intègre d'ores et déjà le remplacement à neuf de la tour aéroréfrigérante B. La prestation sera réalisée par la société JACIR. En PJ commande « 4500037443 Jacir »

Tour C :

Après fermeture des vannes d'alimentation en eau des canaux et assèchement de ceux-ci, nous constatons que :

- L'état d'embouage est moindre que celui présagé.

- L'état de corrosion des canaux est présent. Le plan d'action intègre d'ores et déjà le remplacement à neuf de la tour aéroréfrigérante C. La prestation sera réalisée par la société JACIR. En PJ commande « 4500037810 Jacir ».

Un nettoyage et une désinfection seront réalisés dans les meilleurs délais par notre prestataire en charge de cette mission (Société NTR – Contrat annuel 2022 4500035991)"

L'exploitant informera immédiatement l'inspection en cas de dérive révélée par les prélèvements hebdomadaires. Il transmettra les dates de nettoyage ainsi que les rapports de nettoyage des tours. Enfin, l'exploitant informera l'inspection du début des travaux et transmettra un état de fin de chantier détaillant les travaux réalisés, les éléments remplacés et fournira les certificats attestant du taux d'entraînement vésiculaire des nouveaux dévésiculeurs. Une fois les travaux achevés l'exploitant mettra en place un nouveau plan d'entretien visant notamment à s'assurer du bon état état de surface des dévésiculeurs (ceux ci perdant leur efficacité en cas de souillure).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet